

Décision individuelle N° 2021-336

Pétitionnaire : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – subdivision Tinée

Adresse : 29 boulevard d'Auron 06 660 Saint-Etienne-de-Tinée

Nature de la demande : Travaux en cœur de parc national

Intitulé du projet : reconstruction de la piste d'accès au hameau de Mollières et aménagement de ses proches abords

Localisation : vallon du torrent de Mollières, partie aval – section L parcelles n°455 (rive droite) et n°762 (rive gauche) aux parcelles n°349 (rive droite) et n°787 (rive gauche), commune de Valdeblore

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-18 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 20 septembre 2021,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 30 août 2021 par la Subdivision Tinée de la Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie ainsi que les compléments et modificatifs datés des 16 et 20 septembre 2021,

Considérant l'avis de la Fédération des AAPPMA des Alpes-Maritimes daté du 17 septembre 2021,

Considérant que la demande porte en premier lieu, sur le rétablissement de la piste d'accès au hameau de Mollières sur son emplacement d'origine avant la crue, ce qui implique la re-création d'un soubassement linéaire dans le lit majeur du torrent et le rétablissement des talus riverains par apport de matériaux,

Considérant que la demande intègre également la re-création d'un espace de collecte sélective des déchets ménagers et de places de stationnement pour véhicules en entrée de hameau, ces dernières ne pouvant être aménagées qu'en dehors de la zone d'exposition directe aux risques définie au PPRI de la commune,

Considérant que ces travaux ont pour objectif de maintenir et sécuriser un accès au hameau de Mollières capable de résister a minima, aux crues saisonnières « normales » (d'occurrence annuelle)

Considérant que ces travaux peuvent correspondre à l'objectif XVII de la charte du Parc national (*« protéger et sauvegarder le patrimoine bâti »*), lequel indique que pour les hameaux délimités à l'annexe 4, *« l'accès des résidents et de leurs visiteurs est facilité, comme l'est la réalisation des travaux autorisés : accès motorisés sur les voies carrossables (...) acheminement des matériaux et déroulement des chantiers... »*,

Considérant toutefois que ces travaux ne doivent pas contraindre durablement l'espace de bon fonctionnement du cours d'eau,

Considérant en outre que pour la réalisation de ces ouvrages, l'extraction de matériaux dans le lit majeur du torrent s'avère nécessaire de même qu'une dérivation partielle du lit mouillé du torrent pour aménager une zone de chantier « à sec »,

Considérant que ces interventions doivent prendre en compte le très bon état écologique de la masse d'eau du torrent de Mollières ainsi que l'enjeu de préserver la population de truite fario qui y évolue, cette dernière ayant des caractéristiques génétiques particulières et représentant un réservoir indispensable au soutien des populations de la Tinée,

Considérant que les travaux sont programmés sur les mois qui précèdent immédiatement la saison de reproduction des truites fario et donc qu'il convient de limiter au maximum les dégradations et/ou les destructions des habitats favorables à la fraie, et de manière générale, toute artificialisation des écoulements naturels post-crue, relarguage des MES et appauvrissement des granulométries sédimentaires présentes dans le lit majeur,

Considérant que la demande porte en second lieu, sur la chenalisation du torrent au droit du hameau pour que l'ensemble des écoulements transitent sous une passerelle piétonne pré-existante à la crue,

Considérant que cette passerelle se trouve actuellement au milieu du lit majeur, dans une zone de tressage naturelle du cours d'eau dont la dynamique n'est pas encore stabilisée un an après la crue liée à la tempête Alex,

Considérant que la chenalisation du torrent à cet endroit ne suffira pas à elle seule, à garantir la fonctionnalité de l'ouvrage notamment lors des très prochaines crues morphogènes d'automne et de printemps, la passerelle se trouvant en sur-élévation par rapport au point le plus bas des écoulements situé actuellement en pied de versant rive droite,

Considérant en outre que cette chenalisation aurait pour conséquence directe et immédiate d'assécher les bras secondaires du torrent de Mollières lesquels apparaissent particulièrement favorables à la fraie de la Truite fario à la veille de leur saison de reproduction,

Considérant en conclusion, la nécessité de restreindre l'étendue des travaux et d'encadrer leur modalités de mise en œuvre pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, dont les dynamiques naturelles des milieux aquatiques, ainsi que la conservation du caractère paysager de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

1.1. La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION TINÉE, ci-après désignée le bénéficiaire et représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie, est autorisée à procéder à des travaux dans le cœur du parc national au niveau de l'entrée du hameau de Mollières, situé sur la commune de Valdeblore.

1.2. Ces travaux autorisés sont illustrés au plan de masse figurant en **annexe 1** de la présente et concernent :

- la création d'une piste temporaire et d'un passage busé sur le torrent de Mollières, pour accéder aux parties sèches du lit majeur situées en rive gauche et y extraire les matériaux nécessaires aux travaux à hauteur de 5500 m³ maximum au total sur l'ensemble des zones d'atterrissement accessibles ;
- le dégagement du « verrou amont » et dérivation du torrent de Mollières dans sa partie amont sur environ 100 mètres linéaires, pour mise à sec d'une zone de chantier ;
- la construction d'un talus en gabions superposés et d'un perré de protection en enrochement libre enterré sous le lit du torrent, et d'une plate-forme de piste sur environ 120 mètres linéaires, localisés à l'emplacement de la piste existante avant la crue de la tempête Alex ;
- la reconstitution des talus de part et d'autres de ce tronçon de piste recréé, pour confortement de l'ouvrage, aménagement de places de stationnement, aménagement d'un site de collecte sélective des déchets et remise en état du foncier privé impacté par la piste provisoire ;
- le creusement d'un bras secondaire d'écoulement potentiel, restant à sec au niveau de la passerelle de Pré de Payrou.

1.3. Les travaux non autorisés sont les suivants :

- dérivation du torrent de Mollières au niveau de la passerelle de Pré de Payrou
- apports de matériaux sur les différentes brèches de la piste en amont, entre le verrou de Torte et le col de Salèse.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescription relatives aux mesures d'accompagnement visant la réduction d'impact des travaux – suivi MES et O₂ dissous

2.1. Préalablement à tout début d'intervention dans le cours d'eau, le bénéficiaire devra mettre en place un suivi en temps réel des rejets de MES et du taux d'oxygène dissous dans le milieu aquatique, à l'aval de la zone de travaux.

Le chantier ne devra pas débuter tant que le(s) système(s) de suivi ne sera pas mis en place et opérationnel(s).

2.2. La méthodologie mise en œuvre sur le chantier devra respecter les conditions de mise en œuvre décrites en **annexe 2** de la présente, qui ont valeur de prescription.

- Prescription relatives aux mesures d'accompagnement visant la réduction d'impact des travaux – pêche de sauvegarde

2.4. Une pêche de sauvegarde devra impérativement être prévue et réalisée selon les conditions listées en **annexe 3** de la présente, qui ont valeur de prescriptions.

Cette opération devra impérativement être mise en œuvre avant dérivation complète du torrent de Mollières dans sa partie amont.

- Prescriptions relatives au passage busé et à l'accès temporaire à la zone d'extraction n°1

2.5. A l'exception du passage busé, l'accès temporaire sera réalisé sans apport par simple nivellement de surface des matériaux en place et dégagement des gros blocs, sur une emprise maximale de 4 m de large.

2.6. La traversée du cours d'eau sera constituée de buses d'un seul tenant sur toute leur longueur. Les buses seront posées au maximum à l'horizontal dans le sens d'écoulement des eaux et posées sur le fond

(pas de creusement du fond du lit). Le nombre de buses installées côte à côte devra permettre de couvrir a minima toute la largeur du lit mouillé, sans créer de goulot d'étranglement ni d'écoulements latéraux, ni de rupture du profil en long du fond de lit, en amont ou en aval.

2.7. Des apports de matériaux extraits sur place pourront être effectués pour constituer des rampes de part et d'autres du passage busé ainsi que pour constituer la plate-forme de roulement au-dessus de celles-ci. Ces rampes devront également être équipées de buses « perchées » faisant office d'avaloir de sorte à être transparentes en cas d'augmentation des niveaux d'eau.

2.8. Avant le repli du chantier, l'accès temporaire utilisé par les engins sera décompacté par griffage et laissé en l'état, sans nivellement.

Les matériaux de recouvrement du passage busé et des éventuelles rampes seront raclés et épandus en zone sèche avant enlèvement et évacuation des buses.

- Prescriptions relatives aux extractions de matériaux

2.9. Les prélèvements et transports de matériaux sont réservés aux besoins exclusifs des travaux autorisés cités à l'article 1.2.

2.10. Les zones d'extraction situées en rive gauche pourront être élargies autant que de besoin afin :

- de satisfaire les besoins en matériaux des travaux autorisés ;
- de réduire la profondeur d'extraction ;
- de laisser sur zone une granulométrie la plus variée possible sans prélever la totalité de gros et moyens blocs disponibles.

2.11. En aucun cas la profondeur des prélèvements ne devra atteindre le haut de la nappe d'accompagnement du cours d'eau ; ils devront cesser dès les premières résurgence d'eau dans la zone d'extraction.

2.12. A l'exception de l'axe du passage busé en zone 1, une bande de 5 mètres de large mesurée depuis les berges du lit mouillé sera mise en défend sur toute la longueur, préservée de tout prélèvement et circulation – stationnement d'engins.

Cette bande tampon sera visualisée sur place et pendant toute la durée des extractions jusqu'à la remise en état, par un filet ou des piquets de chantier reliés par une rubalise.

2.13. Le tri des matériaux par calibres sera réalisé sur place, dans la zone même de leur extraction. Seuls les matériaux répondant strictement aux besoins des travaux autorisés cités à l'article 1.2 pourront être transportés et temporairement stockés en zone 2.

2.14. Sous réserve des aménagements autorisés visant la création d'un écoulement secondaire potentiel sous la passerelle de Pré de Payrou, la remise en état des zones d'extraction sera réalisée de la manière suivante :

- modelage grossier en pente douce et sans tassement, depuis les zones enherbées vers le lit mouillé. Absence d'excavation ou de rupture brutale du profil en long et en travers des zones ;
- écrêtement de la bande tampon préservée lors des extractions, avec régilage sans tassement des matériaux vers les zones sèches exclusivement.

- Prescriptions relatives à la dérivation amont du lit mouillé du torrent de Mollières, nécessaire à la reconstruction de la piste à son emplacement avant-crue.

2.15. Les limites du tronçon de dérivation autorisé figurent au plan de masse constituant **l'annexe 1** de la présente.

2.16. Le chenal de dérivation sera creusé de l'aval vers l'amont ; il aura une largeur mesurée bord à bord de 10 mètres maximum, il sera façonné selon une forme évasée et sa profondeur maximale n'excédera pas celle du lit mouillé naturel.

2.17. La dérivation sera réalisée selon le phasage suivant :

- déviation de 80 % du débit en jour N
- en jour N+1, réalisation d'une pêche de sauvegarde
- immédiatement après la pêche de sauvegarde, déviation à 100 % du débit.

Modalités de réalisation de la pêche de sauvegarde : voir « annexe 2 ».

2.18. La fracturation et le déplacement des deux blocs créant un goulot en rive gauche à la sortie du verrou amont sont autorisés, à condition que les passages de l'engin nécessaire à ces interventions n'excèdent pas un aller-retour (2 passages) dans le lit mouillé.

2.19. La coupe préalable des arbres est autorisée pour les stricts besoins de passage du chenal de dérivation. Les bois – troncs, branches et houppiers – seront transportés sur une zone de stockage située à bonne distance du lit majeur et débités pour être mis à disposition des habitants du hameau de Mollières. Le cas échéant, les souches seront déplacées et déposées en bord de rive (zone sèche), de manière dispersée.

2.20. A la finalisation des travaux de reconstruction de la piste, le merlon ayant servi à la dérivation amont devra être écrêté de sorte qu'il puisse être naturellement érodé aux prochaines hautes eaux. Le chenal de dérivation sera laissé en l'état.

- *Prescriptions relatives à la réfection de la piste sur son tracé avant-crue*

2.21. Tel que présenté au dossier, le talus aval de la piste sera réalisé en gabions constitués de blocs prélevés sur place.

A l'intérieur des gabions, les blocs seront agencés de manière à éviter toute régularité de façade notamment en diversifiant les calibres et volumes.

2.22. Tel que présenté au dossier, le perré de protection sera réalisé en enrochement libre exclusivement (non liaisonné)

2.23. La largeur de la plate-forme recrée - bande de roulement et accotements - ne devra pas excéder celle mesurée à l'amont immédiat sur la piste existante.

L'élargissement exceptionnellement autorisé est limité à l'aménagement des places de stationnement en entrée de hameau, compte-tenu des dispositions locales du PPRI.

Voir « *Prescriptions relatives à l'espace de stationnement et aux conteneurs semi-enterrés* »

2.24. Aucun revêtement transformé n'est autorisé (asphaltes, béton de ciment, pavés, dalles, graviers importés...) sur la plate-forme de roulement.

- *Prescriptions relatives à la reconstitution du talus et confortement de plate-forme*

2.25. Les apports de matériaux de remblais, extraits exclusivement sur place, sont autorisés en zone 2 et 4 dans la limite des emprises définies sur le plan de masse constituant l'**annexe 1** de la présente. Ce plan de masse a valeur de prescription.

2.26. L'apport de terre végétale en complément des remblais n'est autorisé qu'à la condition expresse que le ou les lieux de provenance puissent être précisément définis puis validés par le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour après une vérification sur site.

Ces lieux de prélèvement et leurs abords devront être exempts d'espèces végétales indésirables (végétaux nitrophiles, espèces ornementales ou envahissantes) ; les matériaux devront être exempts de déchets ou de matériaux transformés inertes.

- *Prescriptions relatives à l'espace de stationnement et aux conteneurs semi-enterrés*

2.27. La surlargeur destinée à accueillir des places de stationnement pour véhicule à moteur sera aménagée a minima avec des matériaux exclusivement naturels, perméables et de provenance locale.

Aucun revêtement transformé n'est autorisé (asphaltes, béton de ciment, pavés, dalles, graviers importés...)

2.28. Les limites de chaque emplacements pourront être visualisées au sol afin d'organiser le stationnement. Le cas échéant, cette visualisation sera réalisée avec des troncs d'arbres couchés au sol. Les ancrages resteront entièrement amovibles.

Le marquage au sol à l'aide de peinture ou dépôts de plâtre reste interdit.

2.29. Le maître d'ouvrage veillera à sélectionner les modèles de conteneurs dont les caractéristiques visuelles s'insèrent le mieux dans le paysage, les coloris et matériaux traditionnels locaux tout en étant compatibles avec les contraintes d'exploitation et d'entretien.
Le ou les modèles pré-sélectionnés seront préalablement validés par le chef du service territorialement concerné du Parc national du Mercantour.

- Prescriptions relatives à l'aménagement d'un écoulement secondaire potentiel sous la passerelle de Pré de Payrou.

2.30. Le creusement d'un chenal d'écoulement secondaire sous la passerelle est autorisé de l'aval vers l'amont, selon une forme évasée de 10 mètres de large maximum mesurée bord à bord et une profondeur n'excédant pas celle des lits mouillés naturels tels qu'ils se sont formés après la crue.

2.31. Dans la continuité de la bande tampon préservée prescrite à l'article 2.17, un merlon naturel de matériaux d'une largeur de 5 mètres minimum sera maintenu sans intervention en amont et sur toute la longueur parallèle au lit mouillé le plus proche de cette passerelle.

2.32. Cette bande tampon sera préservée en l'état pendant toute la durée de creusement du chenal secondaire, puis écrêtée à l'issue des travaux de sorte à pouvoir être naturellement érodée lors des prochaines hautes eaux.

La mise en eau effective de ce chenal secondaire potentiel par intervention mécanique, n'est pas autorisée par la présente.

- Prescriptions relatives à la tenue générale du chantier

2.33. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour, des différentes réunions organisées sur place en vue d'assurer le suivi des travaux ainsi que de la réunion de récolement, au minimum 3 jours ouvrés avant celles-ci.

2.34. A l'exception du marquage des arbres à abattre, tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit.
Tous les dispositifs de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.35. Tous les équipements susceptibles de générer une pollution par fluide (fluides hydrauliques, carburant...) seront installés sur des bacs ou tapis de rétention.
Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.
Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.36. Le cas échéant, le(s) compresseur(s) et groupe(s) électrogène(s) seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

2.37. Tous les déchets liés au chantier et à la vie quotidienne des ouvriers devront être collectés et évacués en-dehors du cœur de parc vers une installation autorisée.
Tout usage du feu est interdit.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 1^{er} novembre 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 22 septembre 2021

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



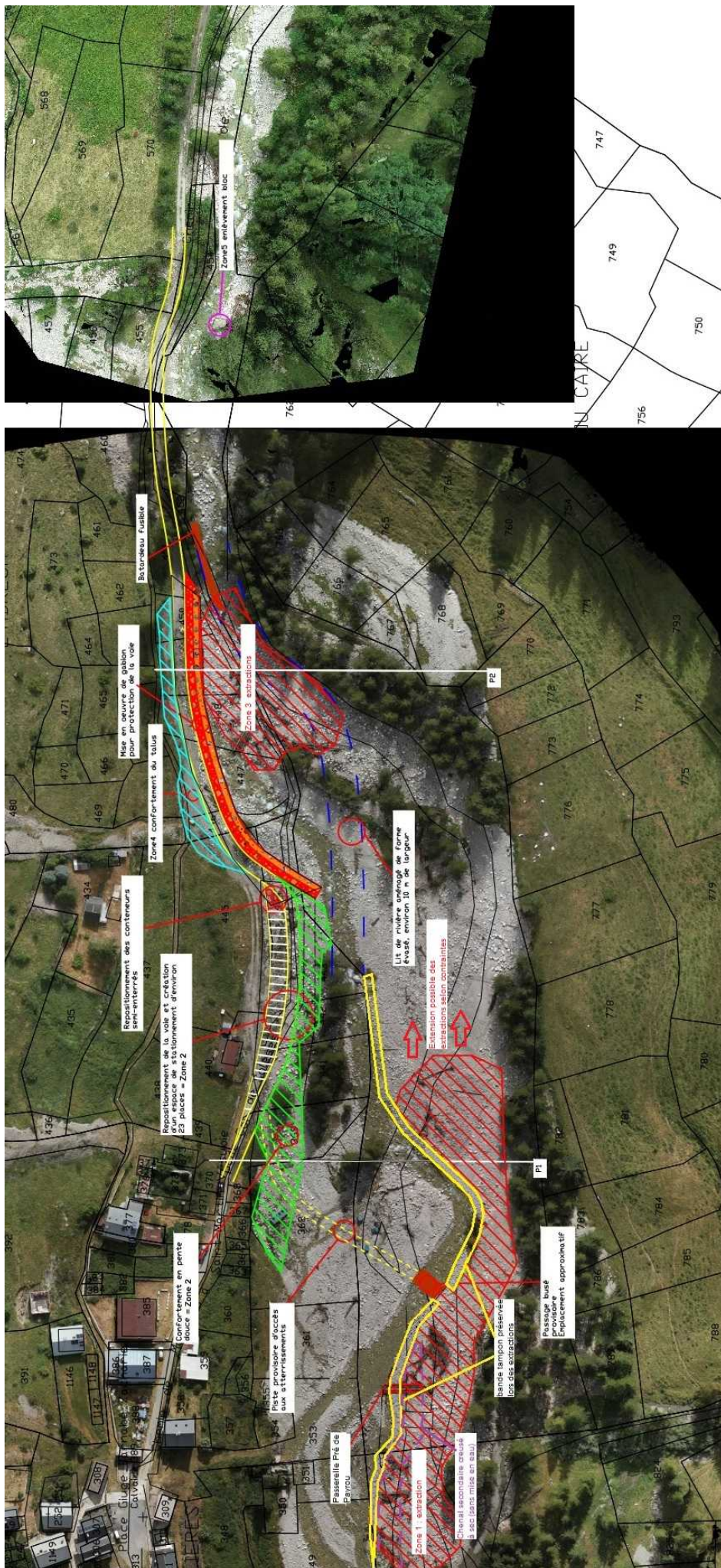
Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Vésubie
- MNCA : RAPUC Serge, HONNORATY Florent, ANFOSSI David, COQUEL Fabien.
- DDTM06 : DESMAISONS Laure
- OFB SD06 : BONVALLAT René

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

TRAVAUX AUTORISÉS



ANNEXE 2– DÉCISION N° 2021-336

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU SUIVI MES ET O₂ DISSOUS

A2.1. Fréquence des mesures :

En phase sensible, 1 prélèvement MES et O₂ dissous doit être effectué toutes les 30 minutes avec mise à disposition immédiate des résultats auprès du conducteur de chantier

A2.2. Effets des mesures :

Arrêt obligatoire et sans délai des travaux en cas de valeur mesurée supérieur (MES) ou inférieure (O₂ dissous) aux valeurs d'alerte au cours de 2 mesures consécutives.

Reprise des travaux possible dès que les valeurs repassent sous/au-dessus des valeurs d'alerte.

A2.3. Valeurs d'alerte :

- 1 mg/l de MES
- 6 mg/l O₂ dissous

A2.4. Définition des phases sensibles :

- création de passage busé,
- création de batardeau,
- creusement de chenal de dérivation,
- mise en eau de chenal de dérivation.

A2.5. Contrôles :

L'ensemble des mesures MES et O₂ dissous sera consigné dans un cahier de chantier mis à disposition des agents de contrôle. Ces mesures seront corrélées aux types d'interventions par zone et le cas échéant, aux mesures prises en cas de dépassement : type(s) de mesure(s), durée.

ANNEXE 3 – DÉCISION N° 2021-336

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA PÊCHE DE SAUVEGARDE

A3.1. Identification de l'opérateur :

La pêche de sauvegarde sera réalisée par un opérateur identifié et désigné par le maître d'ouvrage auprès des services du Parc national, préalablement à tout début d'opération (pêche et dérivation).

Cet opérateur devra être dûment et préalablement autorisé par la Directrice du Parc national à procéder à ces prélèvements et transports temporaires.

A3.2. Contrôles :

La pêche de sauvegarde sera impérativement réalisée en présence d'un hydrobiologiste de la Fédération départementale de la pêche ou par les soins de la Fédération départementale de la pêche.

Le maître d'ouvrage devra s'assurer de la disponibilité effective de la Fédération lors de la programmation de la pêche et de la dérivation, si besoin en adaptant le calendrier des opérations autant que nécessaire.

A3.3. Organisation :

Le maître d'ouvrage devra assurer la transmission de obligations mentionnées ci-dessous à l'opérateur désigné.

- Préalablement à toute capture, le(s) lieu(x) de mesures biométriques et de remise à l'eau des individus seront préalablement définis en tenant compte des conditions d'accueil du milieu, des risques d'impacts des travaux (MES) et des contraintes de transport des individus entre chacun de ces lieux.

- La pêche de sauvegarde sera impérativement réalisée avec identification à l'espèce, prise de mesures biométriques (taille et poids) et évaluation de l'état sanitaire de chaque individu capturé.

Le maître d'ouvrage devra assurer la transmission de cette obligation à l'opérateur désigné.

- Lors de la pêche de sauvegarde, le nombre de passage sera adapté de sorte à garantir l'absence totale de poisson sur le tronçon destiné à être dévié.

Le maître d'ouvrage devra assurer la transmission de cette obligation à l'opérateur désigné.

- Au plus tard 7 jours après la fin des opérations, la pêche de sauvegarde devra faire l'objet d'un rapport de fin de mission transmis au Siège du Parc national et au siège de la Fédération départementale de la pêche. Ce rapport présentera a minima, la/les dates d'opération(s), les coordonnées amont et aval du (des) tronçon(s) pêché(s), les effectifs capturés par espèces et classes d'âge (tailles), ainsi qu'un bilan des relâchers (état sanitaire des individus).